

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 2 JUIN 1926.

---

Projet de loi portant modification à la loi fiscale du 2 janvier 1926.

---

## EXPOSÉ DES MOTIFS.

---

MESSIEURS,

Reprenant une initiative prise par le précédent Gouvernement, j'ai l'honneur de vous proposer d'apporter quelques retouches aux dispositions de la loi du 2 janvier 1926 sur les droits de timbre et de succession.

### I. — *Coffres-forts en banque.*

D'après la législation en vigueur avant la loi du 2 janvier 1926, seul le mandataire du locataire d'un coffre-fort en banque était tenu pour avoir accès au coffre d'apposer sa signature sur un registre à ce destiné.

La loi du 2 janvier 1926 a étendu cette obligation au locataire lui-même.

Il en est résulté dans le public un certain émoi, une certaine crainte qu'il semble désirable de dissiper en rétablissant la législation antérieure. On ne peut d'ailleurs s'exagérer l'effet préventif que pouvait avoir au point de vue des fraudes successorales, la disposition que nous vous proposons d'abroger.

### II. — *Opérations de bourse à terme et opérations de report.*

Avant la mise en vigueur de la loi du 2 janvier 1926, la taxe sur les opérations de bourse était de 50 centimes par 1,000 francs. La loi du 2 janvier 1926 l'a portée à 1 franc par 1,000 francs pour les opérations au comptant et à 2 francs par 1,000 francs pour les opérations à terme.

Quant aux reports en bourse, ils ne donnaient ouverture sous l'ancien régime qu'à la taxe de 50 centimes par mille sur le solde de la double opération d'achat et de revente. La loi du 2 janvier 1926 a aggravé cette situation au double point de vue de la base et du taux d'imposition. La taxe est de 2 ‰ et elle se calcule sur le montant total des sommes à acquitter par le reporté.

En ce qui concerne les contrats de report en banque, la loi nouvelle a substitué au droit de timbre de dimension dont ils étaient passibles, un droit proportionnel de 25 centimes ‰ liquidé sur les sommes à acquitter par le reporté.

Au moment où ces dispositions devaient entrer en application, une crise profonde s'est manifestée sur tous les grands marchés internationaux, amenant

la liquidation de nombreuses positions du marché à terme et réduisant considérablement le volume des transactions. Nos grandes bourses de fonds publics n'ont pas échappé à ce mouvement et il serait à craindre que la hauteur de la taxe frappant les opérations à terme et les reports en bourse ne fût dans une certaine mesure un obstacle à la reprise des transactions.

Dans ces conditions, le Gouvernement vous propose de ramener de 2 à 1 par mille la taxe sur les opérations à terme et de rétablir ainsi l'identité de taux qui a toujours existé précédemment entre le marché au comptant et le marché à terme.

En ce qui concerne les reports, les textes qui vous sont soumis tendent à apporter une amélioration sensible au régime instauré par la loi du 2 janvier 1926.

L'agent de change qui doit reporter la position d'un de ses clients a le choix ou d'opérer en bourse, c'est-à-dire de vendre sur le marché les titres au comptant et de les racheter à terme, ou de lever les titres et de les mettre en report dans une banque.

Dans le premier cas, il est dû par le reporté une taxe de 2 par mille, qui est indépendante de la taxe du même taux qui atteint le particulier jouant le rôle de reporteur.

Dans le second cas, le contrat que l'agent de change passe en son propre nom avec le banquier est passible d'un droit de 25 centimes par mille et l'opération qui intervient entre l'agent de change et son client est également soumise à la même taxe.

Sur le terrain pratique, il paraît désirable que, de quelque façon que l'agent de change réalise le report, la même charge fiscale pèse sur le particulier pour lequel il opère et que les mêmes documents viennent en ses mains traduire l'opération.

Dans cet ordre d'idées, le projet fixe uniformément à 50 centimes par 1,000 francs le droit à appliquer par l'agent de change à son client. Ce taux est celui qui a été adopté en France par l'article 38 de la loi du 4 avril 1926.

Il reste à déterminer à quel droit il convient de soumettre le report qui intervient entre la banque et l'agent de change.

S'il est certain qu'un droit doit être perçu parce que d'abord, en fait, il est dressé un titre régulier du contrat et parce qu'aussi toutes les opérations de crédit bancaire sont actuellement imposées (voir notamment article 19, loi du 2 janvier 1926), il y a lieu toutefois de tenir compte de ce que ce contrat n'est que la suite nécessaire des relations de l'agent de change avec son client, lesquelles sont déjà imposées. S'inspirant notamment de la loi du 10 août 1923 qui a établi un droit réduit à charge des commissionnaires en marchandises, le projet propose de ramener le droit à 10 centimes par 1,000 francs pour les reports conclus entre professionnels.

Le report et le prêt sur nantissement, bien qu'ils aient leurs règles juridiques propres, sont souvent confondus dans la pratique. C'est pourquoi les changements proposés pour le premier de ces contrats doivent naturellement s'étendre au second. L'article 17 de la loi du 2 janvier 1926 serait modifié en conséquence.

### III. — *Certificats médicaux.*

L'article 6 a pour but d'atténuer les effets de la récente majoration du droit de timbre dû sur les certificats médicaux.

On sait qu'en vertu de l'article 9, 25° de la loi du 25 mars 1891, ces certificats sont frappés du droit de timbre de dimension dont le taux minimum est fixé à fr. 2,50 par l'article premier du 2 janvier 1926.

L'impôt de fr. 2,50 a paru fort élevé dans certains cas où les certificats dont il s'agit doivent être produits ensuite d'une maladie, par exemple par l'employé pour justifier une absence ou une demande de congé.

Deux voies étaient ouvertes au Gouvernement pour parer à cet inconvénient.

Ou bien exempter purement et simplement du timbre les certificats médicaux à produire dans certains cas intéressants à préciser, ou bien réduire le droit tout en maintenant le principe général de l'imposition.

Le Gouvernement n'a pas cru devoir entrer dans la première de ces voies pour les motifs ci-après :

Il y a lieu d'observer que les certificats médicaux délivrés aux indigents sont exempts du timbre. L'inconvénient d'une taxation élevée ne peut donc être ressenti que par les personnes non indigentes. Mais, pour les certificats médicaux délivrés à ces personnes, il n'est pas aisé de prévoir tous les cas où le droit de 2 francs 50 pourrait être supprimé. De plus, il est désirable d'éviter des changements dans le principe de la taxation dans les cas où, comme en l'espèce, la perception se fait par le contribuable — en l'occurrence le médecin — sans l'intervention de l'administration.

Le Gouvernement a donc choisi la seconde des voies qui lui étaient ouvertes pour apporter remède à la situation et il vous propose de réduire à 1 franc le droit dû sur les certificats médicaux en général.

*Le Ministre des Finances,*

B<sup>on</sup> HOUTART.

---

( N<sup>o</sup> 318 )

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 2 JUNI 1926.

---

## ONTWERP VAN WET HOUDENDE WIJZIGING IN DE FISCALE WET VAN 2 JANUARI 1926.

---

### MEMORIE VAN TOELICHTING.

---

MIJNE HEEREN,

Een door de voorgaande Regeering genomen initiatief overnemende, heb ik de eer u voor te stellen enkele wijzigingen, te brengen in de bepalingen van de wet van 2 Januari 1926 op de zegel en successierechten.

#### I. — *Brandkasten in de banken.*

Volgens de wetgeving van kracht vóór de wet van 2 Januari 1926, moest alleen de lasthebber van den huurder van eene brandkast in eene bank, om toegang tot de brandkast te verkrijgen, zijne handteekening in een daartoe bestemd register stellen.

Bij de wet van 2 Januari 1926 werd deze verplichting tot den huurder zelf uitgebreid.

Hieruit is onder het publiek een zekere onrust, een zekere vrees ontstaan, welke men zou moeten doen verdwijnen door de vorige wetgeving opnieuw in te voeren. Men moet zich trouwens de voorkomende uitwerking niet overdrijven welke de bepaling, die wij U voorstellen in te trekken, zou kunnen hebben met het oog op bedrog in zake successierechten.

#### II. — *Beursverrichtingen op termijn en reportverrichtingen.*

Vóór het van kracht worden van de wet van 2 Januari 1926, bedroeg de taks op de beursverrichten 50 centiem per 1,000 frank. Bij de wet van 2 Januari 1926 werd deze taks op 1 frank per 1,000 frank gebracht voor de verrichtingen met comptante betaling en op 2 frank per 1,000 frank voor de verrichtingen op termijn.

Wat de reporten in de Beurs betreft, hiervoor bedroeg de belasting, onder het vroegere stelsel, slechts 50 centiem per duizend op het saldo van de dubbele verrichting van koop en verkoop. Bij de wet van 2 Januari 1926 werd deze toestand verzwwaard in het dubbel opzicht van den grondslag en het bedrag van

de belasting. De taks bedraagt 2 p. d. en wordt berekend op het gezamenlijk bedrag van de door den gereporteerde te vereffenen sommen.

Voor de reportovereenkomsten met eenen bankier, heeft de nieuwe wet het formaatzegelrecht, dat er moest voor betaald worden, vervangen door een evenredig recht van 25 centiem p. d., vereffend op de door den gereporteerde te betalen sommen.

Op het oogenblik dat deze bepalingen moesten toegepast worden, is een zware crisis ontstaan op al de groote internationale markten, waaruit de liquidatie van talrijke posities van de termijnmarkt en een overgroote vermindering van het getal verhandelingen is voortgevloeid. Onze groote Beurzen van openbare fondsen zijn aan deze beweging niet ontsnapt en het zou te vreezen zijn, dat de zwaarte van de taks waarmede de termijnverrichtingen en de reporten in de Beurs bezwaard zijn, in zekere mate het hervatten van de verhandelingen zou tegenhouden.

In deze voorwaarden, stelt de Regeering u voor de taks op de termijnverrichtingen van 2 tot 1 t. d. te verlagen en aldus de eenvormigheid van belasting te herstellen die vroeger altijd bestaan heeft voor de comptant-markt en de termijnmarkt.

Voor de reporten, strekken de teksten die u voorgelegd worden er toe een merkelijke verbetering aan te brengen in het stelsel, ingevoerd bij de wet van 2 Januari 1926.

De wisselagent, die de positie van een zijner klanten moet reporteren, kan zulks of wel in de Beurs doen, wil zeggen op de markt de titels tegen comptante betaling verkoopen, of ze op termijn terugkopen, of wel de titels lichten en ze in eene bank in report plaatsen.

In het eerste geval, is door den gereporteerde eene taks van 2 t. d. verschuldigd, buiten en behalve de taks van hetzelfde bedrag welke ten laste komt van den particulier die de rol van reporteur speelt.

In het tweede geval, is voor het contract, dat de wisselagent in eigen naam met den bankier sluit, een recht van 25 centiem per duizend verschuldigd en de verrichting, die tusschen den wisselagent en dezes klant tusschenbeide komt, is eveneens aan dezelfde taks onderworpen.

In de praktijk, schijnt het wenschelijk dat, om het even hoe de wisselagent reporteert, dezelfde fiscale last drukt op den particulier waarvoor hij handelt en dat dezelfde bescheiden de verrichting in zijne handen komen vertolken.

Dienvolgens, stelt het ontwerp het door den wisselagent op zijnen klant toe te passen recht eenvormig vast op 50 centiem per 1,000 frank. Dit bedrag is dit welk in Frankrijk werd aangenomen bij artikel 38 van de wet van 4 april 1926.

Er blijft te bepalen welk recht dient betaald voor het report tusschen de bank en den wisselagent :

Hoewel stellig een recht moet geheven worden omdat, vooreerst, werkelijk een regelmatige titel van het contract wordt opgemaakt en ook omdat al de kredietverrichtingen van banken thans belast zijn (zie inzonderheid art. 19, wet 2 Januari 1926), dient er evenwel rekening mee gehouden, dat dit contract maar het noodzakelijk gevolg is van de betrekkingen van den wisselagent met zijnen klant, welke betrekkingen reeds belast zijn. Zich inzonderheid latende leiden door de wet van 10 Augustus 1923 waarbij een verminderd recht ten laste van de commissionnaires in goederen werd ingevoerd, stelt het ontwerp voor het

recht voor de reporten onder beroepslieden te verlagen tot 10 centiem per 1,000 frank.

Het report en de leening tegen onderpand, hoewel zij op rechtskundig gebied hun eigen regelen hebben, worden in de praktijk dikwerf onderling verward. Het is daarom dat de veranderingen, die voor het eerste van deze contracten voorgesteld worden, natuurlijk ook op het tweede moeten toegepast worden. Artikel 17 van de wet van 2 Januari 1926 zou dienovereenkomstig gewijzigd worden.

### III. — *Doktersgetuigschriften.*

Artikel 6 heeft voor doel de uitwerksels te verzachten van de jongste verhooging van het zegelrecht, dat voor de doktersgetuigschriften verschuldigd is.

Men weet, dat krachtens artikel 9, 25° van de wet van 25 Maart 1891, deze getuigschriften bezwaard zijn met het formaatzegelrecht, waarvan het minste bedrag op fr. 2.50 vastgesteld is bij artikel 1 van de wet van 2 Januari 1926.

De belasting van fr. 2.50 is zeer hoog gebleken in sommige gevallen waarin bedoelde getuigschriften moeten ingediend worden ingevolge eene ziekte, bij voorbeeld door den bediende om eene afwezigheid of eene aanvraag om verlof te rechtvaardigen.

De Regeering stond voor twee middelen om dit bezwaar te verhelpen.

Of wel de doktersgetuigschriften, in sommige nauwkeurig op te geven belangwekkende gevallen in te dienen, eenvoudigweg vrijstellen van het zegelrecht of wel het recht verminderen, terwijl het algemeen grondbeginsel van de belasting gehandhaafd wordt.

De Regeering heeft geoordeeld het eerste dezer middelen niet te moeten aanwenden, om de volgende redenen :

Er dient opgemerkt, dat de doktersgetuigschriften, die aan onvermogenen worden afgeleverd, vrijgesteld zijn van het zegelrecht. Het bezwaar van een hooge belasting kan dus maar gevoeld worden door niet-onvermogenen personen. Doch, voor de aan deze personen afgeleverde doktersgetuigschriften, is het niet gemakkelijk al de gevallen te voorzien waarin het recht van fr. 2,50 zou kunnen afgeschaft worden. Daarenboven, is het wenschelijk geen veranderingen toe te brengen aan het beginsel van de belasting in de gevallen waarin, zooals hier, de heffing door den belastingschuldige — in dit geval den dokter — geschiedt zonder tusschenkomst van het Beheer.

De Regeering heeft dus het tweede gekozen van de middelen waarvoor het stond om den toestand te verhelpen en zij stelt u voor het recht, op de doktersgetuigschriften in het algemeen verschuldigd, tot 1 frank te verminderen.

*De Minister van Financiën,*

B<sup>on</sup> HOUTART.

---

**CHAMBRE**  
**des Représentants.**

**KAMER**  
**der Volksvertegenwoordigers.**

Projet de loi portant modification à la  
loi fiscale du 2 janvier 1926.

Ontwerp van wet houdende wijziging  
in de fiscale wet van 2 Januari 1926.

**ALBERT,**

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil  
des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances est  
chargé de présenter, en Notre Nom,  
aux Chambres législatives, le projet de  
loi dont la teneur suit :

**ARTICLE PREMIER.**

Le § 1<sup>er</sup> de l'article 168 de la loi du  
2 janvier 1926 est abrogé.

Le 3<sup>e</sup> du § III de l'article 30 de la loi  
du 11 octobre 1919, qui a été abrogé  
par la disposition visée au 1<sup>er</sup> alinéa du  
présent article, est rétabli.

**ART. 2.**

L'article 17 de la loi du 2 jan-  
vier 1926 est remplacé par la dispo-  
sition suivante ;

« Les prêts sur nantissement faits ou  
continué pour un terme qui ne dépasse  
pas vingt jours, sont soumis au régime  
établi par l'article 37 de la présente loi  
pour les reports et leur renouvellement  
consentis pour le même terme, sous  
cette réserve que la base du droit est  
déterminée par le capital emprunté. »

**ALBERT,**

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil.

Op voorstel van Onzen Ministerraad,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën is gelast,  
in Onzen Naam, aan de wetgevende  
Kamers het wetsontwerp voor te dragen,  
waarvan de inhoud volgt :

**EERSTE ARTIKEL.**

Paragraaf 1 van artikel 168 der wet  
van 2 Januari 1926 wordt ingetrokken.

Het 3<sup>e</sup> van § III van artikel 30 der  
wet van 11 October 1919, dat ingetrok-  
ken werd door de bepaling bedoeld in  
het eerste lid van dit artikel, wordt  
hersteld.

**ART. 2.**

Artikel 17 der wet van 2 Januari 1926  
wordt vervangen door de volgende be-  
paling ;

« De leeningen op pandgeving, ge-  
daan of voortgezet voor een termijn die  
20 dagen niet te bovengaat, worden  
onderworpen aan het stelsel gevestigd  
door artikel 37 van deze wet voor de  
reportverrichtingen en derzelver ver-  
nieuwing, bewilligd voor dezelfde  
termijn, onder het voorbehoud dat de  
grondslag van het recht door het ont-  
leend kapitaal bepaald wordt. »

## Art. 3.

Le premier alinéa de l'article 36 de la loi du 2 janvier 1926 est remplacé par la disposition suivante :

« L'opération de report sur fonds publics qui est réalisée en bourse à l'intervention d'un agent de change, d'un commissionnaire ou courtier en fonds publics est assujettie à une taxe de 50 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs si l'opération est conclue pour un terme qui n'excède pas vingt jours et à une taxe de 1 franc par 1,000 francs si l'opération est conclue pour un terme plus long. »

## Art. 4.

L'article 37 de la loi du 2 janvier 1926 est remplacé par ce qui suit :

« Les opérations de report qui ne sont pas réalisées en bourse sont assujetties à la taxe établie par le premier alinéa de l'article qui précède.

» Toutefois la taxe est réduite à 10 centimes par 1,000 francs en ce qui concerne les reports conclus pour un terme qui n'excède pas vingt jours, soit entre un banquier et un agent de change, soit entre banquiers ou entre agents de change. Cette taxe est indépendante de celle qui, le cas échéant, est exigible dans les rapports de l'agent de change ou autre professionnel avec le client pour compte duquel il opère.

» En cas de reports successifs, chaque renouvellement est considéré comme une opération nouvelle sujette à la taxe.

» Toute opération de report et tout renouvellement doivent être constatés par écrit.

» La taxe est due sur le montant des sommes en principal et intérêts à acquitter par le reporté.

## Art. 3.

Het eerste lid van artikel 36 der wet van 2 Januari 1926 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De reportverrichting op openbare fondsen die ter beurs gedaan wordt door tussenkomst van een wisselagent, van een commissionaris of een makelaar in effecten wordt onderworpen aan een taxe van 50 centiemen per 1,000 frank of breuk van 1,000 frank, in dien de verrichting gesloten wordt voor een termijn, die 20 dagen niet te boven gaat en aan een taxe van 1 frank per 1,000 frank indien de verrichting voor een langeren termijn gesloten wordt.

## Art. 4.

Artikel 37 der wet van 2 Januari 1926 wordt vervangen door het volgende :

« De niet ter beurs gedane reportverrichtingen worden onderworpen aan de taxe gevestigd door de eerste alinea van het voorgaand artikel.

» De taxe wordt echter op 10 centiemen per 1,000 frank verminderd wat betreft de reporten voor een termijn die twintig dagen niet te boven gaat gesloten, hetzij tussen een bankier en een wisselagent, hetzij tussen bankiers of tussen wisselagenten. Die taxe is onafhankelijk van die welke desgevallend kan gevorderd worden in de betrekkingen van den wisselagent of een ander beroepsman met den klient voor wiens rekening hij handelt.

» In geval van achtereenvolgende reporten, wordt elke vernieuwing beschouwd als een nieuwe verrichting die aan de taxe onderworpen is.

« Elke reportverrichting en elke vernieuwing moeten bij geschrift vastgesteld worden.

» De taxe is verschuldigd op het totaal bedrag, in hoofdsom en interesten, door den gereporteerde te voldoen.

» Elle s'acquitte, savoir :

« 1° Dans les rapports des agents de change avec leurs clients, en se conformant aux prescriptions et sous les sanctions édictées pour des opérations de bourse par l'article 38 de la loi du 2 janvier 1926 et les articles 15 à 26 de la loi du 30 août 1913 modifiés par les articles 41 à 43 de la loi du 2 janvier 1926. Le bordereau tient lieu de l'écrit prévu au 3° alinéa ci-dessus.

» 2° Dans tous les autres cas, par l'apposition d'un timbre adhésif sur l'écrit qui constate l'opération. Dans ces cas, il est encouru pour contravention aux dispositions du présent article, individuellement par le reporteur et par le reporté, une amende égale à vingt fois la taxe éludée sans que cette pénalité puisse être inférieure à 100 francs. Les contrevenants sont, en outre, tenus solidairement au paiement des taxes éludées ».

#### ART. 5.

Le deuxième alinéa de l'article 39 de la loi du 2 janvier 1926 est abrogé.

#### ART. 6.

Sans préjudice des exemptions résultant de lois particulières, est réduit au taux fixe d'un franc le droit de timbre de dimension exigible sur les certificats ou attestations délivrés par les médecins relativement à l'état de santé des personnes.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 1926.

» Zij wordt voldaan als volgt :

» 1° In de betrekkingen der wissel-agenten met hun klanten mits inachtneming van de voorschriften en onder de strafbepalingen voor beursverrichtingen uitgevaardigd door artikel 38 der wet van 2 Januari 1926 en de artikelen 15 tot 26 der wet van 30 Augustus 1913, gewijzigd door de artikelen 41 tot 43 der wet van 2 Januari 1926. Het bordereel kan gelden als het geschrift voorzien in hoogerstaand derde lid.

» 2° In alle andere gevallen door het aanbrengen van een plakzegel op het geschrift waarbij de verrichting vastgesteld wordt. In die gevallen wordt wegens overtreding der bepalingen van dit artikel persoonlijk door den reportverrichter en door den gereporteerde een geldboete opgelopen gelijk aan twintig maal het ontdoken recht, zonder dat zij minder dan 100 frank bedragen mag. De overtreders zijn bovendien hoofdelijk aansprakelijk gesteld voor de betaling der ontdoken rechten. »

#### ART. 5.

Het tweede lid van artikel 39 der wet van 2 Januari 1926 wordt ingetrokken.

#### ART. 6.

Onverminderd de vrijstellingen ontstaande uit bijzondere wetten wordt op het vast bedrag van één frank verlaagd het formaatzegelrecht eischbaar op de certificaten of getuigschriften door de geneesheeren afgeleverd met betrekking tot den gezondheidstoestand der personen.

Gegeven te Brussel, den 2 Juni 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,  
Ministre de l'Intérieur,  
et de l'Hygiène,*

VAN 'S KONINGSWEGE :

*De Eerste Minister,  
Minister van Binnenlandsche Zaken  
en Volksgezondheid,*

HENRI JASPAR.

*Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,*

**EM. VANDERVELDE.**

*Le Ministre de la Justice, | De Minister van Justitie.*

**PAUL HYMANS.**

*Le Ministre des Sciences  
et des Arts, | De Minister van Wetenschappen  
en Kunsten,*

**CAM. HUYSMANS.**

*Le Ministre des Finances  
et Ministre des Colonies, | De Minister van Financiën  
en Minister van Koloniën,*

**BON HOUTART.**

*Le Ministre de l'Agriculture  
et Ministre des Travaux publics, | De Minister van Landbouw  
en Minister van Openbare Werken,*

**H. BAELS.**

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et de la Prévoyance sociale, | De Minister van Nijverheid, Arbeid  
en Sociale Voorzorg,*

**J. WAUTERS.**

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,  
Postes, Télégraphes, Téléphones  
et Aéronautique, | De Minister van Spoorwegen, Zeezezen,  
Posterijen, Telegrafien, Telefonen  
en Luchtvaart,*

**E. ANSEELE.**

*Le Ministre de la Défense Nationale, | De Minister van Landsverdediging,*

**DE BROQUEVILLE.**

*Le Ministre, membre du Conseil, | De Minister, lid van den Raad,*

**E. FRANCQUI.**

---